

83 B57g

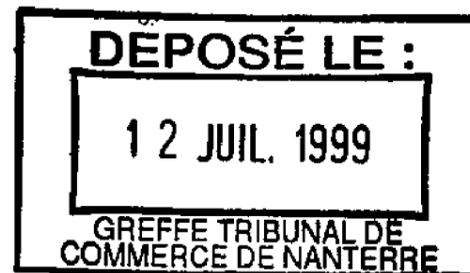
99 p 1437

**REQUETE CONJOINTE A MONSIEUR LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE**

Les soussignés,

Monsieur Philippe VASSOR,
demeurant 56 boulevard Maillot - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE,

17692



Agissant en qualité de Président Directeur Général de la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU - AUDIT, Société Anonyme au capital de F 3 664 200, dont le siège social est situé au 185 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro B 572 028 041,

et

Monsieur Jacques CONVERT,
demeurant 127 Avenue de Saxe - 69003 LYON,

Agissant en qualité de Gérant de la Société FIDEO CONSEILS, Société à Responsabilité Limitée au capital de F 50 000, dont le siège social est situé au 81 Avenue de Stalingrad - 69100 VILLEURBANNE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro B 328 823 729,

ont l'honneur de solliciter qu'il vous plaise, Monsieur le Président, de bien vouloir désigner un ou plusieurs Commissaires aux Apports chargés, conformément aux Articles 193 et 378-1 de la Loi du 24 juillet 1966 et à l'Article 169 du Décret du 23 mars 1967 susvisé, d'apprécier la valeur des apports en nature devant être effectués à titre de fusion-absorption à la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU-AUDIT, par la Société FIDEO CONSEILS, susvisées.

ETANT PRECISE ICI

que la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU - AUDIT détient avant la signature du projet de fusion, la totalité des 500 parts de F 100 chacune composant le capital de la Société FIDEO CONSEILS, de sorte que l'opération projetée ne nécessitera pas l'établissement du rapport d'un Commissaire à la Fusion tel que visé à l'Article 377 de la Loi susvisée du 24 juillet 1966, conformément à l'Article 378-1 de ladite Loi.

A cet effet, vous trouverez, en annexe, des informations complémentaires concernant lesdites Sociétés et l'opération envisagée.

ETANT RAPPELE ICI QUE

Les Commissaires aux Comptes de la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU - AUDIT, sont désignés ci-après :

Titulaire

Monsieur Jean-Pierre LE BRIS
demeurant 4 rue Mugnier
78600 MAISONS-LAFFITTE

Suppléant

Monsieur Jean CORNET
demeurant 105 rue de Paris
54440 HERSERANGE

Nous nous permettons de porter à votre attention et recommander :

Mademoiselle BRIET

Exerçant au 150 avenue du Général Leclerc - 78220 VIROFLAY

Mademoiselle BRIET nous paraît en effet particulièrement qualifiée pour exécuter cette mission. Elle a déjà acquis une certaine connaissance de ces Sociétés pour avoir déjà réalisé plusieurs opérations similaires il y a quelques semaines, avoir été la collaboratrice d'un de nos anciens actionnaires et avoir été en relation, à ce titre, avec Monsieur Marcel LE BRIS sur des transactions antérieures.

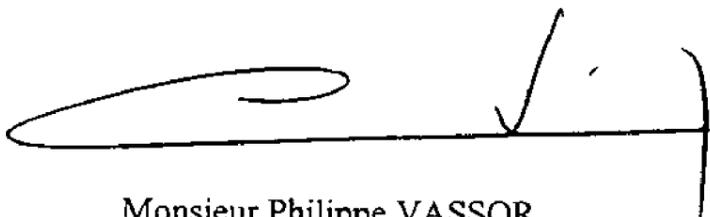
Nous vous précisons également que Mademoiselle BRIET n'exerce pas de fonctions de Commissaire aux Comptes dans les Sociétés intéressées à l'opération et qu'elle ne reçoit, en outre, aucune rémunération ni aucun honoraire de l'une de ces deux Sociétés et qu'elle ne tombe enfin sous le coup d'aucune incompatibilité prévue aux Articles 80 et 220 de la Loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Nous vous prions de trouver sous ce pli un chèque de F 186,30 T.T.C. à l'ordre du Greffe du Tribunal de Commerce de NANTERRE, représentant le coût de la nomination du ou des Commissaires aux apports.

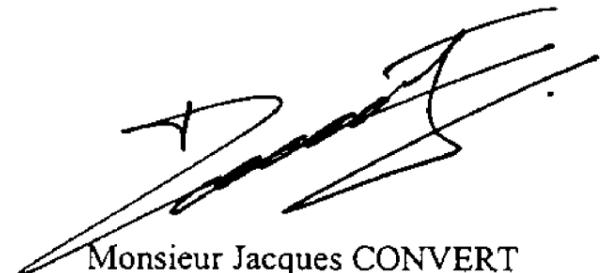
Nous vous sommes très obligés de nous faire parvenir une copie de votre ordonnance.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués et dévoués.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le



Monsieur Philippe VASSOR
Président Directeur Général de la Société
DELOITTE TOUCHE TOHMATSU - AUDIT



Monsieur Jacques CONVERT
Gérant de la Société
FIDEO CONSEILS

**ANNEXE A LA REQUETE AUX FINS DE DESIGNATION
D'UN COMMISSAIRE AUX APPORTS LORS DE LA FUSION DES SOCIETES
DELOITTE TOUCHE TOHMATSU - AUDIT ET FIDEO CONSEILS**

INFORMATIONS DEMANDEES	SOCIETE ABSORBANTE	SOCIETE ABSORBEE
	DELOITTE TOUCHE TOHMATSU - AUDIT	FIDEO CONSEILS
	Société Anonyme au capital de F 3 664 200 185 avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE RCS de NANTERRE B 572 028 041	Société à Responsabilité Limitée au capital de F 50 000 81 Avenue de Stalingrad 69100 VILLEURBANNE RCS de LYON B B 328 823 729
Activité	Dans tous pays, l'exercice des professions d'expertise comptable et de commissariat aux comptes.	Dans tous pays, l'exercice des professions d'expertise comptable et de commissariat aux comptes.
Chiffres d'affaires au 31 août 1998	FF 515 644 431	FF 3 120 820
Résultat de l'exercice clos au 31 août 1998	FF 4 829 551	FF 280 050
Total du bilan au 31 août 1998	FF 482 937 840	FF 2 819 183
Nombre moyen de salariés au 31 août 1998	559	1
Nature des apports	Ensemble de l'actif et du passif au 31/08/1998	
Montant des apports	Non encore déterminé - Evaluation en cours	
Mode d'évaluation des apports	Non encore déterminé	
Valeur des actifs apportés Montant des passifs pris en charge	Non encore déterminé	
Type d'opération envisagée	Fusion-Absorption	
Motif de l'opération	Simplification de l'organigramme	
Date de l'Assemblée Générale projetée	31 août 1999	

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE NANTERRE

Le Président

ORDONNANCE

Nous, Président du Tribunal de Commerce de NANTERRE,

Vu la requête qui précède n° *99/1434* et les motifs y exposés,

Nommons

Mademoiselle Boiet
150 Ave. Gal. Leclerc 78220 Viroflay
M. Arthur Kotchian
17 Rue Carnot 78220 Viroflay

en qualité de

- Commissaire à la fusion et/ou à la scission et/ou aux apports
et s'il y a lieu, aux avantages particuliers
- Commissaire chargé d'apprécier la valeur d'un ou plusieurs biens dans
le cadre de l'article 157-1 de la loi du 24 juillet 1966

Disons que le (ou les) commissaire (s) ci-dessus désigné (s) pourra (ont) se faire assister, s'il y a lieu, par un ou plusieurs experts de son (leur) choix dans l'accomplissement de sa (leur) mission.

Disons que le (s) commissaire (s) désigné devra (devront) nous soumettre le montant de ses (leurs) honoraires avant de les percevoir, en justifiant de l'accord écrit préalable des sociétés concernées, accord qui devra nous être joint à la requête en fixation de la rémunération.

Disons que la présente ordonnance sera déposée au Greffe de ce Tribunal.

Fait à NANTERRE, le *09. 27 99*



[Signature]